

2 Politique

Coopération Gabon-Arabie Saoudite

Les deux pays optent pour un nouveau cap

SM

Libreville/Gabon

DANS le cadre de sa tournée dans les Pays du Golfe, le ministre des Affaires étrangères du gouvernement démissionnaire, Noël Nelson Messone, s'est rendu, récemment à Riyad, capitale de l'Arabie Saoudite, où il s'est entretenu avec son homologue saoudien, Adel ben Ahmed al-Jubeir.

Au menu de ces échanges, les relations bilatérales, ainsi que plusieurs autres questions d'ordre économique. Entre autres, les

opportunités d'investissements saoudiens au Gabon. À cet effet, le ministre gabonais a été invité par son hôte à proposer des projets susceptibles d'être soutenus par ce pays ami. Les deux personnalités se sont également entendues sur la mise en place d'un forum réunissant les deux départements ministériels. Forum au cours duquel, des questions importantes seront abordées pour ensuite être portées à l'attention des plus hautes autorités des deux pays. En attendant, les deux ministres se sont félicités de la convergence de vues entre le Gabon et l'Arabie

Saoudite sur les sujets d'intérêt commun, notamment les questions "africaines et internationales". Ainsi que sur les questions de paix et de sécurité dans le monde. Le ministre saoudien a exprimé sa reconnaissance quant à l'appui du Gabon face aux attaques dont est victime son pays. L'axe Riyad-Libreville étant important, il est d'ailleurs apparu nécessaire aux deux personnalités d'identifier de nouveaux mécanismes pour rendre cette coopération encore plus fluide. Ceci conformément à la volonté des deux chefs d'Etat de renforcer cette coopération Sud-Sud.

Pour mémoire, la coopération entre l'Arabie Saoudite et le Gabon, vieille de plusieurs années, est riche sur les plans aussi bien politique, économique, que social. Les visites récurrentes des personnalités des deux Etats en sont les principales preuves. Dans ce cadre, soulignons que Noël Nelson Messone n'a pas manqué d'évoquer la visite officielle du chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba prévue cette année dans ce pays du Golfe. Tout comme les orientations sur le partenariat liant l'Afrique au monde arabe, dans la perspective du prochain sommet Arabo-Afri-



Le ministre gabonais des Affaires étrangères recevant des mains de ses hôtes, un symbole de l'amitié entre le Gabon et l'Arabie Saoudite.

Restitution des données sur le Dialogue politique d'Angondjé

Les Gabonais sceptiques quant à l'application des Actes



Le Dr Christian Wali Wali présentant les résultats de l'enquête d'opinion...



... à une assistance composée en majorité d'intellectuels de tous bords.

SNN

Libreville/Gabon

L'étude réalisée par l'"Afrobaromètre" - réseau de recherche non partisan qui mène des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et d'autres questions connexes dans plusieurs pays - démontre que nos compatriotes ne croient pas trop à la matérialisation des résolutions issues des assises d'Angondjé.

LA septième série de restitution publique des don-

nées rassemblées par le Centre d'études et de recherches en géosciences politique et prospective (Cergep), dans le cadre du réseau "Afrobaromètre", s'est déroulée, dernièrement, dans la salle de réunion de African University of Management (AUM), situé non loin de la bibliothèque universitaire. En présence de plusieurs personnalités du monde universitaire, des responsables d'administrations centrales et des partenaires au développement.

Trois thématiques abordées à cette occasion portaient essentiellement sur :

"les résolutions du Dialogue politique", "l'intrusion des puissances étrangères dans les processus électoraux en Afrique", et "les différences sociales".

A la lumière des données issues de l'enquête réalisée par "Afrobaromètre" qui se définit comme un "réseau de recherche non partisan qui mène des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et d'autres questions connexes dans 30 pays", il ressort, de manière générale, que les Gabonais, dans une très large majorité, ne croient pas à l'application complète des

Actes du Dialogue politique d'Angondjé. En ceci que plus de 6 compatriotes sur 10 estiment que les assises tenues dans la commune d'Akanda, «ne vont pas améliorer le processus électoral, que les institutions impliquées dans l'organisation des élections ne seront pas structurellement transformées, et qu'il n'y aura pas la fin des violences.» Que, toutefois, «la population est moins pessimiste quant au redécoupage des circonscriptions électorales.»

S'agissant de l'intrusion des puissances étrangères dans les processus électoraux en Afrique, le rapport

note que les Gabonais récusent fortement l'intrusion de la France dans le processus électoral national. Une récente enquête menée par "Afrobaromètre" au Gabon, relève, d'ailleurs, que «plus de la moitié des Gabonais, soit 61%, estiment que les institutions internationales peuvent remettre en cause les résultats des élections au Gabon, même si seulement 20% pensent que la France a le droit de soutenir les leaders politiques qu'elle souhaite voir au pouvoir.»

Quant à la thématique sur la tolérance, il ressort que les Gabonais sont tolérants et vis-à-vis des étrangers et

des autres groupes ethniques. Mais qu'ils le sont moins sur certaines orientations sexuelles. Principalement l'homosexualité. Sur ce sujet pour le moins tabou, l'investigateur, le Dr Christian Wali Wali, a souligné que «79% des Gabonais rejettent l'idée d'avoir un voisin homosexuel.» Mais toute chose en légère baisse par rapport aux résultats de 2015, dont l'estimation au rejet était évaluée à 83%.

Notons que ces données sont publiées au moment où la mise en application des résolutions issues des assises d'Angondjé a débuté.

Législatives 2018

L'UPG-L, non partant !

C.O.

Libreville/Gabon

Pour le président de cette formation politique membre de la Coalition pour la nouvelle République, il est hors de question de participer au prochain scrutin législatif.

ENTOURE des militants, le président de l'Union des patriotes gabonais loyalistes (UPG-L), Adrien-Paul Ivanga Adyayeno, a an-

noncé la non participation de sa formation politique aux prochaines élections législatives. C'était au cours de la conférence de presse qu'il a animée, récemment, au siège de son parti sis au quartier les Charbonnages, dans le 6e arrondissement de la commune de Libreville.

Nonobstant la récente dissolution de l'Assemblée nationale par la Cour constitutionnelle, Adrien-Paul Ivanga Adyayeno a laissé entendre que l'UPG-L, membre de la Coalition

pour la nouvelle République (CNR), ne saurait participer à "un scrutin organisé par le pouvoir actuel", sans toutefois préciser s'il était favorable ou non à un boycott de cette élection par l'opposition. Selon lui, les raisons de la non participation de l'UPG-L au prochain scrutin législatif tiennent en partie au fait que "la crise post-électorale d'août 2016 n'a pas encore été soldée et que notre pays est en proie à une crise politique, sociale, économique et cultu-



Le président de l'UPG-L, Adrien Ivanga Adyayeno(c), lors de son propos.

relle sans précédent depuis son accession à l'indépendance". À en juger notamment par "les grèves qui paralysent et minent plusieurs secteurs de l'économie de notre pays", a-t-il avancé. Non sans avoir stigmatisé "une certaine partie de l'opposition qui semble avoir perdu de vue la nécessité de poursuivre le combat de l'alternance et l'instauration de la démocratie véritable dans notre pays, en voulant se partager le gâteau avec le pouvoir établi".